
L'Arménie, avant-poste russe au Caucase ?



Gaïdz Minassian

Février 2008

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2008

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques, politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (suivi éditorial et *peer review*).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org.

Derniers numéros

- Catherine Locatelli, « L'UE : aiguillon des stratégies de Gazprom ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 26, février 2008 ;
- Jakub M. Godzimirski, « Grands enjeux dans le Grand-Nord. Les relations Russie-Norvège et leurs implications pour l'UE », *Russie.Nei.Visions*, n° 25, décembre 2007 ;
- Dominique Finon, « La Russie et l'"OPEP du gaz" : vraie ou fausse menace ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 24, novembre 2007.

Auteur

Docteur en science politique, Gaïdz Minassian est chercheur au Groupe d'analyse politique-défense relations internationales sécurité (GAPDRIS), Université Paris X-Nanterre, associé à l'Association des formations universitaires de défense, de relations internationales et de sécurité (AFUDRIS). Il dirige un groupe de travail sur le Caucase du Sud, à l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE). Il est l'auteur de *Guerre et terrorisme arméniens* (PUF, 2002), *Géopolitique de l'Arménie* (Ellipses, 2005) et *Caucase du Sud : la nouvelle guerre froide* (Autrement, 2007) et collabore à *Politique étrangère* (Ifri), à l'*Annuaire français de relations internationales* (AFRI) et *Questions internationales*. Il a participé à plusieurs ouvrages collectifs dont *Les Fabriques du djihad* (PUF, 2005), sous la direction de Jean-Luc Marret et *Insécurité publique-sécurité privée* (Economica, 2005), sous la direction de Jean-Jacques Roche.

Sommaire

AUTEUR.....	2
SOMMAIRE.....	3
RESUME	4
INTRODUCTION.....	5
LES FONDEMENTS DE L'AXE MOSCOU-EREVAN	7
LE SYSTEME DE SECURITE DE L'ARMENIE	11
UNE COHABITATION REGIONALE DIFFICILE POUR L'ARMENIE	15
CONCLUSION	19

Résumé

Depuis la chute de l'URSS, l'Arménie et la Russie ont scellé un pacte stratégique dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), le bras armé de la Communauté des États indépendants (CEI). Cette alliance politique, militaire et économique constitue la seule réalité stratégique du Caucase du Sud en plein désenclavement. A l'heure où Russes et Arméniens élisent en 2008 leurs présidents respectifs, où en est la relation entre ces deux États ? La Russie compte sur l'Arménie pour maintenir son influence dans la région. L'Arménie voit en la Russie une alliée capable d'assurer sa sécurité dans un environnement hostile. En même temps, la Russie a réajusté sa politique étrangère à la recherche de nouveaux partenariats, comme l'Azerbaïdjan et la Turquie, sans faire pression sur Erevan. De son côté, l'Arménie a pris acte de l'influence croissante des États-Unis dans la région tout en consolidant ses liens avec Moscou. En fait, cette apparente harmonie faite de solidarité et d'équilibre cache des relations bilatérales largement favorables à la Russie qui est parvenue à faire passer l'Arménie du rôle de partenaire à celui de vassale.

Introduction

En 2008, les trois pays du Caucase du Sud et la Russie organisent leurs élections présidentielles respectives¹, un scrutin majeur dans les États post-soviétiques. En Arménie et en Russie, les échéances qui auront respectivement lieu les 19 février et 2 mars 2008 devraient voir les victoires de Serge Sarkissian² et de Dimitri Medvedev, même s'il subsiste une part d'incertitude. Ces candidats, adoubés par les présidents sortants Robert Kotcharian et Vladimir Poutine, veulent poursuivre l'action de leurs prédécesseurs, favorables à des relations étroites entre les deux États. Au-delà des prévisions électorales, ces scrutins donnent l'occasion d'un bilan sur le degré d'influence russe exercé sous Vladimir Poutine. Le durcissement général de la politique étrangère de Russie, ainsi que son regain d'activité dans son voisinage immédiat se font particulièrement ressentir en Arménie.

Les relations entre l'Arménie et la Russie s'inscrivent dans l'histoire des rivalités entre les empires russe et ottoman. Elles se fondent sur une vision commune des questions de sécurité contre l'influence de la Turquie dans la région charnière du Caucase du Sud. Cette alliance bilatérale a survécu à la chute de l'URSS, lorsque, au sein de la Communauté des États indépendants (CEI), la Russie a soutenu l'Arménie dans sa victoire militaire sur l'Azerbaïdjan (1988-1994) pour le contrôle du Haut-Karabakh, province majoritairement arménienne rattachée à Bakou depuis 1921.

Ce soutien à l'Arménie reposait sur une méfiance à l'égard de la politique de l'Azerbaïdjan dans la région : panturquisme, refus d'intégrer la CEI, accord avec les États-Unis sur la construction de pipelines contournant la Russie. Depuis 1993, l'Azerbaïdjan et la Turquie ont fermé leurs frontières avec l'Arménie, lui imposant un blocus général. Grâce à la Russie, mais aussi à l'Iran, l'Arménie a pu éviter le chaos et assurer sa sécurité menacée par un environnement turco-azéri hostile en raison du désaccord sur le génocide arménien de 1915 et du contrôle de territoires azéris par les forces arméniennes. En 1997, le traité d'amitié russo-arménien formalise un partenariat stratégique.

Lors de l'installation au pouvoir de Vladimir Poutine à Moscou en 1999-2000, le partenariat russo-arménien s'est transformé en alliance stratégique au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective

¹ Élection présidentielle en Géorgie – le 5 janvier 2008 et en Azerbaïdjan – le 15 octobre.

² Ancien ministre de la Défense du Haut-Karabakh, Serge Sarkissian a occupé en Arménie les postes de président du Conseil de sécurité, ministre de l'Intérieur, ministre de la Défense et Premier ministre depuis mai 2007.

(OTSC³). Ce pacte de sécurité a été scellé au moment où l'Arménie plongeait dans la peur après la tragédie du Parlement le 27 octobre 1999⁴. Depuis, Moscou et Erevan ont intensifié leurs liens militaires, politiques et économiques et Erevan a consacré l'année 2006 « Année de la Russie en Arménie ».

Deux questions méritent attention. Pourquoi l'Arménie jouit-elle d'une attention particulière de la part de la Russie ? Et, inversement, pourquoi l'Arménie se satisfait-elle d'un rôle d'alliée fidèle de Moscou au Caucase du Sud ? Cet espace s'est désenclavé et a gagné en visibilité depuis la montée en puissance des États-Unis, notamment en Géorgie, et l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de l'Union européenne (UE). Cet espace s'est également fragmenté. La Russie entretient des relations tendues avec Tbilissi et réajuste régulièrement sa politique étrangère en nouant de nouveaux partenariats avec son « étranger proche » – l'Azerbaïdjan et la Turquie par exemple – sans exiger d'Erevan des concessions sur le Haut-Karabakh, clef de voûte de sa sécurité. Le processus de paix est toujours dans l'impasse malgré les efforts du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dont la Russie est coprésidente. De son côté, l'Arménie a rationalisé sa doctrine de sécurité, en adoptant une stratégie de complémentarité, c'est-à-dire une position asymétrique lui permettant de consolider son axe avec la Russie tout en cherchant à intensifier ses relations avec les États-Unis, l'Union européenne, l'OTAN et la Géorgie. Derrière cette apparente harmonie faite de solidarité et d'équilibre se cachent des relations bilatérales largement favorables à la Russie qui est parvenue à faire passer l'Arménie du rôle de partenaire à celui de vassal.

³ L'OTSC comprend la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Turkménistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

⁴ Le 27 octobre 1999, un commando de cinq hommes a fait irruption dans le Parlement réuni en séance plénière. Au cours de l'attaque, sept personnes ont été tuées, dont Vasken Sarkissian, Premier ministre, et Garen Demirtchian, président de l'Assemblée nationale. Les cinq hommes ont été arrêtés, jugés et condamnés à la prison à vie.

Les fondements de l'axe Moscou-Erevan

Plusieurs facteurs conditionnent l'alliance stratégique entre la Russie et l'Arménie. Depuis le reflux russe dans les années 1990, la mer Noire est l'enjeu de tensions entre la Russie et les États-Unis. Le contrôle des trois mers – Caspienne, Noire et Baltique – se trouve au cœur des différentes stratégies énergétiques régionales et, par conséquent, de la redéfinition de la carte énergétique mondiale. L'après-guerre froide étant synonyme de déclin géopolitique pour Moscou, la Russie a utilisé les séparatismes en Transnistrie (Moldavie), Crimée (Ukraine), Abkhazie et Ossétie du Sud (Géorgie) ou Haut-Karabakh (Arménie-Azerbaïdjan) pour conserver une influence sur son ancienne périphérie. Il s'agissait pour Moscou de limiter l'ingérence étrangère dans l'ex-espace soviétique, alors que Bakou signait en 1994 le « contrat du siècle » avec des consortiums occidentaux (Bakou-Tbilissi-Soupsa [BTS], Bakou-Tbilissi-Ceyhan [BTC] et Bakou-Tbilissi-Erzeroum [BTE]) et que l'OTAN finalisait le « partenariat pour la paix » avec les pays de la CEI dont l'Arménie. Depuis 2000, en riposte à la poussée américaine, Moscou a considéré l'Arménie comme le « poste avancé de la Russie dans la région⁵ ». Erevan a endossé ce rôle de vassal et adhéré au principe de sécurité réciproque en accueillant des bases russes sur son territoire pour une période de 25 ans, principe considéré comme facteur d'équilibre militaire dans la région.

L'Iran constitue également un facteur structurant de l'axe russo-arménien dans la mesure où l'Arménie est une porte d'accès sur le Moyen-Orient et que Téhéran entretient des relations difficiles avec Bakou : désaccord sur le statut de la Caspienne, installation d'un radar américain sur la frontière azéro-iranienne, rêve d'un Grand Azerbaïdjan comprenant la forte minorité azérie en Iran. La crise du nucléaire iranien et celle du bouclier antimissile américain en Europe n'ont eu aucun effet sur les accords de coopération de la Russie et de l'Arménie avec l'Iran. Moscou garantit à Téhéran la construction de la centrale nucléaire à Bushehr, continue à lui vendre des armes et se félicite du rapprochement entre l'Iran et l'OTSC. Erevan est opposée à de nouvelles sanctions de l'Organisation des Nations unies (ONU) contre Téhéran, son seul débouché économique au sud dont la neutralité dans le conflit du Haut-Karabakh est grandement appréciée. Si bien que Moscou et Erevan optent en faveur d'une solution diplomatique au problème iranien et refusent d'ouvrir leur espace aérien à toute opération contre Téhéran. « Frapper l'Iran n'aura aucune influence

⁵ <Panarmenian.net>, agence d'information, 22 décembre 2004.

sur son programme nucléaire⁶ », a mis en garde, en mars 2007, le secrétaire général de l'OTSC, le général Nikolaï Bordyuzha, car cela pourrait également déstabiliser le Caucase du Sud et l'Asie centrale. Cet axe Moscou-Erevan-Téhéran contre l'axe Ankara-Tbilissi-Bakou renforce en outre le *statu quo* autour du Haut-Karabakh, alors que la rétrocession de cette enclave à Bakou pourrait contrarier les intérêts de la Russie et de l'Iran dans la région.

Cependant, la construction du premier tronçon du gazoduc irano-arménien en 2006 a failli gripper les relations russo-arméniennes. Erevan a joui d'un traitement de faveur de la part de Moscou lors de la « guerre du gaz » en 2006. Gazprom qui détient le monopole du gaz en Arménie, fortement dépendante de Moscou sur le plan énergétique, a signé en avril 2006 un accord pour 25 ans de coopération énergétique. En échange de l'ouverture d'une raffinerie de pétrole à Meghri, sur la frontière arméno-iranienne, et d'un prix modéré pour le gaz fourni (110 dollars contre 56 auparavant pour 1 000 m³), la Russie s'est engagée à ne pas augmenter ses tarifs jusqu'en 2009 et a pris le contrôle à hauteur de 75 % du gazoduc irano-arménien, censé diversifier les approvisionnements énergétiques de l'Arménie. « Si nous ne participons pas au gazoduc irano-arménien, personne ne sait où ira ce gaz⁷ », avait averti Alexandre Ryazanov, vice-président de Gazprom en février 2005. La Russie a ainsi obtenu que le diamètre du pipeline soit de 34 pouces (70 cm) et non de 48 pouces (1,20 m) empêchant l'Arménie de devenir un pays de transit gazier, un gazoduc de 34 pouces de diamètre n'étant pas assez large, selon des experts français⁸, pour livrer d'importantes quantités d'or bleu à plusieurs marchés. En contrôlant ainsi le gazoduc irano-arménien, la Russie ne compromet plus ses projets vers l'Europe et la Turquie en cas de normalisation des relations entre l'Iran et l'UE.

Sur le plan économique, les échanges entre la Russie et l'Arménie sont en constante augmentation. Entre 1996 et 2005, la Russie a investi 405 millions de dollars dans l'économie de l'Arménie⁹. Le volume de leurs transactions commerciales est passé de 377 millions de dollars en 2006 à près de 500 millions de dollars en 2007, avec des prévisions à hauteur de 1 milliard de dollars¹⁰ pour 2008. D'après la Banque centrale arménienne, le montant des transferts en provenance de la diaspora a atteint 940 millions de dollars en 2005. Entre 2003 et 2005, cet indicateur a augmenté en moyenne de 37 %, soit plus de 15 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Arménie. En 2006, la diaspora arménienne de Russie – près de

⁶ Panarmenian.net, 2 mars 2007.

⁷ V. Aklian, « Russia'i karakaganoutioune haravain Kavkass'in » [La politique de la Russie dans le Caucase du Sud], *Kessanmegerorth Hantes* [Revue du XXI^e siècle], n° 4 (10), novembre 2005 (revue en arménien publiée en Arménie).

⁸ Entretien avec deux industriels français du pétrole qui investissent dans le marché énergétique russe, à Paris, le 28 août 2007.

⁹ H. Khachatryan, « Russian Investments in Armenia: Their Economic Background and Possible Political Impact » [Les investissements russes en Arménie : leur contexte économique et éventuel impact politique], Central Asia-Caucasus Institute, 13 décembre 2006.

¹⁰ *Haykakan Jamanak* (quotidien arménien), 3 octobre 2007.

2 millions de personnes¹¹ – a transféré 604 millions de dollars en Arménie, soit 10 % de la totalité des fonds de la Russie envoyés vers les pays de la CEI¹². Premier partenaire économique de l'Arménie parmi les États de la CEI, la Russie n'est plus créancière comme aux premières heures de l'indépendance, mais investisseur dans ce petit marché membre depuis 2003 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Endettée cependant de plus de 2 milliards de dollars vis-à-vis notamment de la Russie, l'Arménie a signé en 2002 avec Moscou l'accord « propriété contre dettes ». Erevan a cédé au monopole russe de l'électricité RAO EES cinq centrales hydroélectriques à Sevan-Hrazdan et le contrôle financier de la centrale nucléaire de Medzamor – alors qu'Américains, Européens et Turcs en exigeaient la fermeture pour des raisons de sécurité – contre une réduction de 100 millions de dollars de sa dette.

Le conflit du Haut-Karabakh a écarté l'Arménie de tous les projets de développement régionaux mis en place par Bakou et Tbilissi. En situation de quasi-monopole en Arménie, Moscou trouve intérêt dans cette tentative d'isolement de son partenaire. Cependant, le fait d'être passée sous domination économique russe au cours des cinq dernières années a permis à l'Arménie d'enregistrer une croissance à deux chiffres. De Gazprom à RAU UES, en passant par RusAl et Alrosa, les géants de l'économie russe ont pris le contrôle puis relancé l'industrie (aluminium, électricité, diamant, uranium) et les services clés en Arménie (banques, télécoms, secteur aérien et ferroviaire)¹³. Tout à sa dynamique de reconquête des marchés périphériques émergents dans le but de s'ouvrir sur l'Asie et l'Europe, l'« empire libéral »¹⁴ russe a quasiment absorbé l'Arménie et continuera d'y investir pour mieux la contrôler. Son projet de création de marché commun et d'union douanière passe par une adhésion de l'Arménie à la Communauté économique eurasiatique (EurAzEs), qui

¹¹ Plusieurs Arméniens gravitent autour du président Poutine : Ara Abrahamian, ambassadeur de bonne volonté de l'Unesco et conseiller technique du président. Andranik Migranian, conseiller du président et Arthur Tchilingarov, ancien vice-président de la Douma.

¹² En Occident, la diaspora arménienne a permis à l'Arménie d'enregistrer près de 400 000 touristes en 2006 et agit auprès des gouvernements pour la défense de la question arménienne. En France, elle s'appuie sur le Groupe d'amitié France-Arménie à l'Assemblée nationale qui comprend 64 députés sur 577 sièges, soit 11,09 % de la Chambre pour une communauté estimée à 400 000 personnes. Aux États-Unis, le lobby arménien s'est investi dans la création de l'Armenian Caucus, un groupe parlementaire pro-arménien à la Chambre des représentants. En 2007, l'Armenian Caucus comptait 155 membres sur 435 sièges, soit 35,6 % de la Chambre, pour un million d'Américains d'origine arménienne, installés aux États-Unis. Le Caucus Turquie compte 70 élus à la Chambre des représentants.

¹³ La compagnie aérienne russe Sibir détient 70 % d'Armavia. La banque russe Vnechtorgbank détient 70 % des parts de l'Armenia Saving Bank, l'une des plus grosses marques en Arménie. Gazprom a accru de 45 % à 75 % sa participation dans sa filiale arménienne ArmRosGazprom. La production énergétique de l'Arménie en 2006 se découpe en 44,46 % (nucléaire), 30,67 % (hydraulique), 24,83 % (thermique), 0,04 % (éolienne). La Russie contrôle près de 80 % du bouquet énergétique de l'Arménie.

¹⁴ Déclaration d'Anatoli Tchoubaïs, président de RAO EES. Voir I. Torbakov, « Russian Policymakers Air Notion of "Liberal Empire" in Caucasus, Central Asia » [Les décideurs politiques russes diffusent la notion d'« empire libéral » au Caucase et en Asie centrale], <Eurasianet.org>, 27 octobre 2003.

regroupe tous les pays de l'OTSC, sauf l'Arménie qui croit sauver ce qui lui reste d'indépendance économique en restant à la marge.

La Russie et l'Arménie ont également des intérêts politiques communs fondés sur une logique réactive. Après celles de Géorgie (2003), d'Ukraine (2004) et du Kirghizstan (2005), Moscou et Erevan craignent l'irruption de nouvelles « révolutions colorées » à leurs portes, ainsi que la consolidation du GUAM¹⁵, ce sous-ensemble rival de Moscou au sein de la CEI. Lors de ses rencontres avec son homologue arménien, Vladimir Poutine insiste constamment sur le besoin de « stabilité » à Erevan, dans le but de conforter le clan des *Karabakhtsi* (originaires du Haut-Karabakh) incarné par Robert Kotcharian à la tête de l'Arménie depuis 1998, les *Karabakhtsi* étant par tradition plus russophiles que les *Yerevantsi* (originaires d'Erevan)¹⁶.

Pour éviter cette contagion révolutionnaire, les régimes russe et arménien ont adopté, dans un même élan dirigiste, notamment depuis le massacre au Parlement arménien en octobre 1999, une politique similaire de rétablissement de l'autorité de l'État. Ils confient aux ministères dits de force – armée, police et service de renseignement – la fonction de colonne vertébrale de l'appareil administratif. Ils comptent sur les oligarques comme garants du capitalisme dirigé en échange d'un siège au Parlement leur assurant l'immunité et le contrôle des lois.

Le rapprochement des législations nationales régit également leur coopération. Près de 200 accords bilatéraux ont été signés depuis 1992. Des commissions intergouvernementales et interparlementaires ont été créées afin d'harmoniser leur politique étrangère et l'adoption des lois. Un régime sans visa a été mis en place pour les citoyens des deux pays, alors que ce document reste obligatoire pour les Géorgiens et Azéris qui souhaitent se rendre en Russie. Les partis russes et arméniens au pouvoir ont signé des accords de coopération. L'alliance entre le parti pro-poutinien de gauche *Russie juste* et la *Fédération révolutionnaire arménienne*, membre de l'Internationale socialiste, est la plus emblématique¹⁷. L'objectif étant de faire adhérer *Russie juste* à la grande famille socialiste mondiale et de créer ainsi un pôle russophile en son sein. Tant que le tandem Poutine-Kotcharian dirigera la Russie et l'Arménie sans contestation possible, le credo d'un État fort persistera à Moscou et à Erevan. De nouveaux chantiers s'ouvriront, comme celui d'une plus forte cohésion en matière de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, le tout dans une opacité et une indifférence à l'égard des attentes des Occidentaux préoccupés par les violations des droits de l'homme et des libertés.

¹⁵ Le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) a été créé en 1997 en marge du sommet du Conseil de l'Europe à Strasbourg. L'Ouzbékistan a rejoint le GUAM en 1999, mais a suspendu sa participation en 2002 avant de quitter l'organisation en 2005 à la suite des événements d'Andijan. En 2006, le GUAM a été transformé en Organisation pour la Démocratie et le Développement Economique.

¹⁶ K. Kalantarian, « Russia Signals Opposition to Regime Change in Armenia » [La Russie exprime son opposition au changement du régime en Arménie], RFE/RL, 3 avril 2007.

¹⁷ <www.yerkir.am>, site Internet, Yerkir, organe de la FRA (Fédération révolutionnaire arménienne) en Arménie, 6 juillet 2007.

Le système de sécurité de l'Arménie

Dans un Caucase du Sud dépourvu de tout système de sécurité commun, l'axe russo-arménien est la seule réalité stratégique régionale. Forte de cette alliance militaire, l'Arménie pratique la surenchère et attend plus de l'OTSC comme garant de son intégrité et de la sécurité des frontières méridionales de la Russie. Erevan cherche dès lors à faire bouger les lignes et réorienter le développement de cette organisation multilatérale de sécurité conformément à ses intérêts au sein du groupe de Minsk chargé de la paix dans le Haut-Karabakh.

L'Arménie est un membre actif de l'OTSC depuis sa création. Elle fait partie de sa force conjointe de réaction rapide. Sa souveraineté aérienne est garantie par la mise en place d'un espace commun. Elle envoie régulièrement un contingent aux manœuvres collectives et achète des armes russes au prix interne (c'est-à-dire au même tarif que l'armée russe). La Russie lui a livré en 1999 des batteries de missiles antimissiles S-300 et une flotte aérienne composée de *Mig-29*. Moscou compte trois bases en Arménie : la 102^e base à Gumri, en face de la Turquie, la 426^e base, qui a participé à la seconde guerre de Tchétchénie, à Erebouni et une dernière base à Meghri, soit 5 000 soldats dont 2 000 gardes-frontières. L'Arménie et la Russie coopèrent également dans d'autres domaines : la conquête spatiale, les technologies et les études stratégiques¹⁸.

En dépit de cette forte implication, l'Arménie n'a pas obtenu de l'OTSC la garantie d'une assistance militaire en cas d'agression de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh. Pour Erevan, le Caucase du Sud

¹⁸ La Russie est propriétaire de 5 % des entreprises de défense en Arménie, quatrième industrie d'armement après les trois républiques slaves à l'époque soviétique. Les deux Etats ont multiplié les programmes de coopération militaires et techniques : réalisation conjointe de pièces électroniques et de fibres optiques et modernisation des moyens de communication ; création à Gumri d'une société mixte de maintenance et de modernisation des hélicoptères Mi-8 et Mi-24 ; création à Tcharentsavan d'ateliers de réparation et de modernisation de pièces d'artillerie et d'appareils de blindage et d'une société mixte russo-arménienne sur la base de l'Institut technique et de laser d'Erevan ; mise en orbite d'équipement spatial pour le besoin des forces arméniennes. Par ailleurs, 94 % des élèves officiers arméniens sont formés pour une période de 5 ans dans les académies militaires russes qui aident également l'Arménie dans la création d'Instituts d'études stratégiques sur son territoire. A. Haroutounian, « Haiastani Hanrabedoutiounine Zinvoragan Oujeri zarkasman heranegarnere yev Russastani Tachnagsoutioun'i hed razmagan hamakordzagsoutian iravagan abahovoume » [Les perspectives de développement militaire de l'Arménie et l'ordre juridique de la coopération militaire avec la Russie], *Revue du XXI^e siècle*, n° 2 (12), avril 2006.

n'est pas la priorité de l'OTSC et l'« insularité¹⁹ » du pays le fragilise tant que les conseils de l'OTSC ne portent pas les problèmes de la région à leur ordre du jour. Erevan insiste aussi sur le besoin de coopérer avec la Ligue des États arabes et sur le danger que la guerre en Irak fait peser sur le flanc sud-caucasien de l'OTSC. En outre, les autorités arméniennes alertent sans cesse les membres de l'OTSC sur les risques du panturquisme exprimé à travers la coopération militaire turco-azérie et les menaces d'invasion du Kurdistan irakien par la Turquie. Mais Moscou et ses partenaires continuent à privilégier l'Asie centrale dans leur stratégie de sécurité. La Russie s'oppose à ce que l'OTSC reprenne à son compte la demande arménienne de faire respecter le droit à l'autodétermination pour la résolution des conflits gelés²⁰. Moscou est en effet tout à sa lutte contre le séparatisme tchéchène et sa solidarité avec la Serbie au Kosovo, alors que l'Arménie voit dans la future indépendance de la province albanaise un précédent dans le règlement des conflits gelés susceptibles de débloquent les négociations sur le statut du Haut-Karabakh. Erevan relève aussi que la Russie, qui copréside avec les États-Unis et la France le groupe de Minsk, n'associe jamais la province rebelle arménienne dans ses menaces de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud si le Kosovo obtient sa souveraineté. Erevan attend donc que ses alliés de l'OTSC rompent avec une solidarité à géométrie variable et la confortent dans ses positions à l'OSCE et l'ONU.

Le déclin de la Russie dans la région au cours des années 1990 et la compétition interrégionale ont conduit l'Arménie à chercher à se créer des options stratégiques complémentaires de son alliance traditionnelle avec Moscou. Si elle s'est adaptée à ses nouvelles réalités en coopérant avec l'OTAN, les États-Unis et l'UE, elle ne cherche pas, par prudence, à renverser ses priorités stratégiques. Selon Serge Sarkissian, ces nouveaux partenariats, garants de « la sécurité, la souveraineté, et l'intégrité territoriale de l'Arménie²¹ » ne remettent pas en question l'alliance avec la Russie. Il n'y a donc pas incompatibilité entre fidélité à Moscou et coopération avec l'Occident. C'est tout l'esprit de la doctrine de sécurité de l'Arménie, acceptable pour les Russes à condition qu'Erevan ne bascule pas du côté américain.

En 1994, l'Arménie a signé le Partenariat pour la paix avec l'OTAN, puis participé aux manœuvres de l'Alliance dans le bassin de la mer Noire. Après les attentats du 11 septembre 2001, Erevan a ouvert son espace aérien aux appareils américains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme global et déployé un contingent de 50 hommes en Irak sous commandement polonais, alors que la Géorgie a envoyé 850 hommes puis 2 000 et que l'Azerbaïdjan y a dépêché 150 soldats sous contrôle américain. Depuis 2004, Erevan a envoyé un contingent de 34 soldats au Kosovo dans le cadre de l'opération de maintien de la paix de l'OTAN

¹⁹ *Drochak* [Etendard], organe central de la Fédération révolutionnaire arménienne publié en arménien à Erevan, 34^e année, n° 4, octobre 2003. Il s'agit de l'organe central de la Fédération révolutionnaire arménienne, 34^e année, numéro 4, octobre 2003.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Discours de S. Sarkissian, 1^{er} décembre 2006.

(KFOR, Kosovo Force) sous commandement grec, tandis que la Géorgie dispose depuis 2003 d'une compagnie d'infanterie dans la province albanaise au sein du bataillon turc et que l'Azerbaïdjan est présente au Kosovo depuis 1999 avec 32 soldats. L'Arménie a rejoint le *Millenium Challenge Corporation*, un fonds de crédits américain géré par le Département d'Etat, chargé de lui verser 235 millions de dollars en contrepartie des réformes démocratiques et économiques.

La Russie s'est préoccupée de ces liens tissés entre l'Alliance atlantique et l'Arménie à partir de 2004 avec l'élargissement de l'OTAN et de l'UE à l'est. Américains et Européens ont trahi, à ses yeux, le climat de confiance qui régnait au Conseil OTAN-Russie et au Conseil permanent de partenariat UE-Russie. Lors de son sommet d'Istanbul en 2004, l'OTAN a inclus le Caucase du Sud comme zone prioritaire. En 2005, l'Arménie a engagé une réforme militaire dans le cadre d'un plan d'action individuel pour le partenariat (*Individual Partnership Action Plan*, IPAP) et a annoncé par la voix du major général Mikael Melkonian, chef du département des relations extérieures au ministère de la Défense, la possibilité de fournir une assistance médicale dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS ou International Security Assistance Force, ISAF)²². Bakou est passé de 22 à 44 soldats en Afghanistan alors que Tbilissi n'a dépêché aucune unité dans ce pays d'Asie centrale. De son côté, l'UE a intégré le Caucase du Sud dans sa politique européenne de voisinage (PEV) et signé un plan d'action avec les trois pays en 2006. Moscou craint de ce fait que l'adhésion plus ou moins actée de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN – quoique Bruxelles cache de moins en moins ses réserves à une évolution de cette nature, notamment depuis la crise de novembre 2007 en Géorgie – n'emporte dans son sillage celle de l'Arménie et éloigne *in fine* le Caucase du Sud de la Russie. Or, Robert Kotcharian le déclare régulièrement : il n'y a pas d'alternative au pacte stratégique avec la Russie ; l'Arménie n'a aucune intention d'adhérer à l'OTAN. En cas de victoire à la présidentielle de 2008 du Premier ministre actuel Serge Sarkissian, l'Arménie ne rejoindra pas l'OTAN, car elle ne sortira pas de « sa politique d'équilibre faite de collaboration avec l'OTAN tout en approfondissant ses relations avec la Russie²³ ». Le projet d'installation d'un bouclier antimissile américain dans le Caucase du Sud illustre ce numéro d'équilibrisme diplomatique de l'Arménie. Erevan a rassuré son allié russe en affirmant qu'elle n'avait pas reçu de proposition américaine et qu'il n'était pas dans son « intérêt de créer de nouvelles lignes de division dans une région instable²⁴ ».

La marge de manœuvre de l'Arménie est donc limitée, son autonomie est réduite. Mais, dans ce processus que l'on peut qualifier de « kaliningradisation » de l'Arménie, Erevan est consciente de l'intérêt qu'il suscite auprès de l'OTAN, en tant que seul État membre de l'OTSC à jouir de relations aussi fortes avec l'Alliance. Erevan voit également dans

²² A. Bedevian, « Armenia Mulls Troop Deployment in Afghanistan » [L'Arménie réfléchit au déploiement des troupes en Afghanistan], RFE/RL, 29 mai 2007.

²³ *Le Monde*, 19 mars 2007.

²⁴ *Ibid.*

l'OTAN un moyen de dissuader l'Azerbaïdjan d'employer la force pour régler la question du Haut-Karabakh et s'est félicité du refus de l'Alliance atlantique de s'investir dans la résolution de ce conflit²⁵. L'Arménie est d'autant plus sensible à la pondération de l'OTAN que l'Azerbaïdjan jouit d'un budget militaire de 1,3 milliard de dollars pour 2008, soit un peu moins de la moitié du budget global de l'Arménie pour la même année (2,5 milliards de dollars) et que les autorités azéries multiplient les mises en garde adressées à Erevan²⁶. « Aussi longtemps que l'Arménie occupe des territoires de l'Azerbaïdjan, les chances d'une guerre sont proches de 100 %²⁷ », a déclaré en novembre 2007 le ministre azéri de la Défense, Safar Abiev.

²⁵ V. Socor, « Nato Leader Visits the South Caucasus » [Le chef de l'OTAN visite le Caucase du Sud], <Eurasian Daily Monitor>, Issue 22, 8 novembre 2004.

²⁶ Agence Reuters, « Azerbaijan Boosts Defense Budget Warns Armenia » [L'Arménie met en garde contre l'augmentation du budget de la défense d'Azerbaïdjan], RFE/RL, 22 octobre 2007.

²⁷ Agence AP, « Azeri Defense Chief Warns of New Karabakh War » [Le ministre de la Défense de l'Azerbaïdjan avertit d'une nouvelle guerre de Karabakh], RFE/RL, 27 novembre 2007.

Une cohabitation régionale difficile pour l'Arménie

Depuis quelques années, les tensions entre la Russie et les États-Unis se sont répercutées sur le partenariat russo-arménien. En l'absence d'unité stratégique du Caucase du Sud, l'Arménie s'est abritée derrière sa politique de complémentarité comme rempart contre quatre types de menaces extérieures : normalisation des relations Russie-Azerbaïdjan, bouclier antimissile américain et Iran, partenariat russo-turc et crise russo-géorgienne.

La politique étrangère de la Russie se fonde sur le maintien du *statu quo* dans les conflits gelés et la mise en place d'une coopération économique avec de nouveaux partenaires, comme l'Azerbaïdjan et la Turquie, deux États devenus des territoires de transit énergétique. Depuis 2004, Moscou a conclu avec Bakou un partenariat stratégique en réglant l'ensemble de leurs différends à l'exception de la question du Haut-Karabakh. Alors que les relations russo-azéries sont en cours de normalisation – signe de cette réconciliation, Bakou a consacré l'année 2006 « Année de la Russie en Azerbaïdjan » –, le président azéri Ilham Aliiev attend de la médiation russe qu'elle exerce de plus fortes pressions sur son partenaire arménien pour qu'il évacue les territoires azéris. En 2002, Vladimir Poutine lui a répondu que les autorités russes ne voulaient « ni gagnants, ni perdants²⁸ » dans ce conflit et que la seule solution était celle du compromis, pour peu que les deux parties s'y engagent. En 2006, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a exhorté l'Arménie et l'Azerbaïdjan à s'entendre sur les principes de base d'un règlement de la question du Haut-Karabakh²⁹. Aussi les Russes ne sont-ils pas insensibles au fait que Bakou ait le premier proposé le déploiement de forces russes dans la zone de conflit, et non l'Arménie³⁰.

Erevan scrute l'évolution des relations russo-azéries sans avoir les moyens de les infléchir si ce n'est en tirant profit de leurs turbulences, comme lors de la crise russo-géorgienne en 2006. Lorsque Moscou a fermé les axes routiers vers Tbilissi, Bakou a refusé de s'y associer pour deux raisons. D'une part, l'Azerbaïdjan est solidaire de son partenaire du GUAM. D'autre part, conscient que ses réserves de pétrole sont limitées,

²⁸ « Putin Wants "no Winners or Losers" in Karabakh Peace » [Poutine ne veut "ni gagnants ni perdants" dans le règlement du Karabakh], RFE/RL, 25 janvier 2002.

²⁹ RIA Novosti, 1^{er} décembre 2006.

³⁰ S. Markedonov, « The Paradoxes of Russia's Georgia Policy » [Les paradoxes de la politique géorgienne de la Russie], *Russia in Global Affairs*, n° 2, mars-avril 2007.

l'Azerbaïdjan a pour ambition de devenir un territoire de transit en participant à la construction d'oléoducs et gazoducs reliant la Caspienne à l'Europe³¹.

La proposition russe de coopérer avec les Américains dans la station de radar de Gabala, en Azerbaïdjan, a représenté une autre source d'inquiétude pour l'Arménie. Pour Aram Manoukian, vice-président du Mouvement national arménien, ancien parti au pouvoir (1990-1998), « la contre-proposition russe porte un coup fâcheux au pacte stratégique avec l'Arménie car elle l'isole davantage sur la scène régionale au profit de l'Azerbaïdjan³² ». En revanche, pour Arthur Aghabekian, président de la commission Défense au Parlement arménien et proche du pouvoir, « la contre-proposition russe transforme la région en zone d'intérêts communs, Russes et Américains ont intérêt à exercer un contrôle institutionnel sur la région de la Caspienne³³ ». Pour lui, placé sous surveillance russo-américaine, l'Azerbaïdjan serait moins tenté de recourir à la force pour régler la crise du Haut-Karabakh. Par conséquent, Erevan interprète les récentes déclarations du coprésident russe du groupe de Minsk, Youri Merzlyakov, comme un geste de mécontentement de Moscou envers Bakou et donc une victoire de la diplomatie arménienne. « Aucun État n'a reconnu à ce jour l'indépendance du Haut-Karabakh et notre pays reconnaît l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, mais cela ne fait pas du Haut-Karabakh une partie indivisible de l'Azerbaïdjan³⁴ », a-t-il déclaré, emboîtant le pas à l'une des principales revendications des Arméniens. L'Arménie attend désormais de la Russie qu'elle pousse Bakou à accepter les autorités du Haut-Karabakh à la table des négociations.

L'Arménie est également préoccupée par le nouveau partenariat russo-turc à l'heure de l'ouverture des négociations d'adhésion d'Ankara à l'UE. La Russie et la Turquie ont tourné la page du passé au point de coopérer économiquement (gazoduc Blue Stream) et de maintenir un *statu quo* dans le Caucase du Sud³⁵. L'Arménie, qui a toujours tiré profit ou alimenté le contentieux russo-turc n'entretient aucune relation avec Ankara depuis la fermeture de leurs frontières communes en 1993. La Turquie conditionne leur réouverture au retrait des forces arméniennes des

³¹ Commission Européenne, Communication from the Commission to the European Council and the European Parliament, *An Energy Policy for Europe* [Politique énergétique pour l'Europe], Bruxelles, 10 janvier 2007. R. D. Asmus, « New Steps on Forging a Euroatlantic Strategy for the Wider Black Sea » [Nouveaux pas pour forger une stratégie euro-atlantique dans la grande région de la mer Noire], The German Marshall Fund of the United States, Washington 2006. Lire aussi J. Percebois, « Les perspectives d'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel », Centre de recherche en économie et droit de l'énergie, novembre 2007. F. Ismailzade, « Historic Summit between Azerbaijan and Turkmenistan Expected » [Le sommet historique attendu entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan], *Central Asia-Caucasus Analyst*, vol. 10, n° 2, 23 janvier 2008. R. Ismayilov, « Caspian Sea: Azerbaijan Differs with Russia on Pipeline Construction », <Eurasianet.org>, 22 octobre 2007.

³² Agence russe Regnum, 7 juin 2007.

³³ K. Kalantarian et R. Khachatrian, « Yerevan Avoids Comment on Russia's Plans for Azeri Radar » [Erevan évite tout commentaire sur les projets russes concernant le radar en Azerbaïdjan], RFE/RL, 8 juin 2007.

³⁴ Public Radio of Armenia, 9 juin 2007.

³⁵ F. Hill et O. Taspinar, « La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le *statu quo* », *Russie.Nei.Visions*, n° 8, janvier 2006.

« territoires occupés » et à l'abandon de l'action en faveur de la reconnaissance du génocide des Arméniens par les différents Parlements nationaux. L'Arménie ne pose aucune condition à la normalisation de ses relations avec la Turquie et attend un geste unilatéral de la part d'Ankara³⁶.

La Russie tire un double profit de ce blocage. D'une part, la résolution du conflit du Haut-Karabakh et la normalisation entre l'Arménie et la Turquie réduiraient son influence régionale au profit des Américains. D'autre part, les bonnes relations avec la Turquie ne sont pas à l'abri d'un refroidissement au cas où Ankara réussirait par exemple son examen d'entrée à l'UE à l'horizon 2020. En cas d'échec ou de gel des négociations avec Bruxelles, Ankara peut se tourner vers Moscou et privilégier la carte russe comme partenaire économique et c'est seulement dans l'hypothèse de ce partenariat eurasien d'un nouveau type que Moscou, qui suit de près les tractations arméno-turques encouragées par Washington, pourra favoriser la réconciliation entre l'Arménie et la Turquie. Pour l'heure, la Russie instrumentalise le nationalisme arménien en pleine surenchère : revendiquer la Grande Arménie conformément au traité de Sèvres³⁷, associer la reconnaissance du génocide à la sécurité nationale et organiser un congrès des défenseurs de l'Arménie occidentale, à Paris en 2008. Ce regain nationaliste favorise les intérêts de la Russie, dans la mesure où il conforte Ankara dans sa fermeté à l'égard d'Erevan.

Enfin, dernière préoccupation, la crise russo-géorgienne constitue un dossier explosif pour l'avenir des relations entre la Russie et l'Arménie. Près de 400 000 Arméniens vivent en Géorgie, établis essentiellement dans la région pauvre de Samtskhe-Djavakheti, frontalière de l'Arménie et traversée par le BTC et le BTE. Des dizaines de milliers d'Arméniens vivent également en Abkhazie et soutiennent Soukhoumi contre Tbilissi. Dans son bras de fer avec la Géorgie, la Russie attend de son allié arménien qu'il instrumentalise la minorité arménienne en Géorgie contre le régime de Mikhaïl Saakachvili³⁸. Mais l'influence des États-Unis sur les relations arméno-géorgiennes explique en partie l'échec des militaires russes. Washington est parvenu à désamorcer tout risque d'embrasement entre ces deux États aux relations instables. Pour le reste, Tbilissi ne souhaite pas réveiller le nationalisme arménien en Géorgie et se heurter à une nouvelle crise sécessionniste, alors que les dossiers de l'Abkhazie et de l'Ossétie ne sont toujours pas réglés. L'Arménie, quant à elle, a besoin de l'axe géorgien pour désenclaver son économie et ne veut pas endosser le rôle de l'agresseur en créant un autre « Haut-Karabakh ». Cette paix relative parrainée par les États-Unis montre que le partenariat russo-arménien a aussi ses limites. Lors de son déplacement à Washington, en octobre 2007, Serge Sarkissian a donné les garanties à la Maison-Blanche

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Selon le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, les provinces orientales de l'Empire ottoman étaient rattachées à l'Arménie après l'arbitrage du président américain Woodrow Wilson.

³⁸ H. Khachatryan, « Armenia Concentrates on Balancing Act Between Russia and Georgia » [L'Arménie cherche un équilibre entre la Russie et la Géorgie], <Eurasianet.org>, 8 novembre 2006.

qu'en cas de victoire, il suivrait à la lettre la politique géorgienne de son prédécesseur³⁹.

³⁹ S. Avoyan, « Armenia, Georgia Vow Joint Effort to Attract Foreign Investment » [L'Arménie et la Géorgie promettent de réunir les efforts pour attirer des investissements étrangers], RFE/RL, 15 octobre 2007. Selon les statistiques arméniennes, le commerce bilatéral a augmenté de 16 % passant à 51 millions de dollars au premier semestre 2007.

Conclusion

Si la victoire de Serge Sarkissian se confirmait en février, les relations avec la Russie se renforceraient dans trois domaines : une conception commune de l'État assiégé, la coopération stratégique et la question du Haut-Karabakh.

« L'Arménie est pour la Russie une épouse dévouée que l'on peut tromper sans plainte de sa part⁴⁰ ». La formule, en apparence provocante, que l'on entend à Moscou reflète assez justement l'état des relations entre ces deux États qui ont célébré en août 2007 le 10^e anniversaire de leur amitié. Le partenariat entre la Russie et l'Arménie constitue, il est vrai, le seul exemple d'alliance stratégique dans le Caucase du Sud. Mais il est fondé sur des angoisses communes et une vision négative du développement régional en raison d'un fort sentiment d'agression mêlée à un climat de paranoïa et de complot contre leur intégrité.

Rien ne semble indiquer que cette stratégie défensive du bouclier arméno-russe change dans les années qui viennent. L'heure est plutôt à la continuité des pouvoirs autoritaires en Russie et en Arménie et au renforcement des programmes de coopération militaire, *a fortiori* à l'heure où la Russie a suspendu l'application du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) et que l'Arménie examine la possibilité d'en faire autant au cas où l'Azerbaïdjan continuerait, selon elle, à le violer en révisant à la hausse son budget militaire⁴¹. Dans cette perspective nationaliste aux forts accents soviétiques, qui se traduira par une forte hausse des budgets défense des deux États, les scrutins présidentiels de 2008, à Erevan comme à Moscou, perdent tout enjeu.

Enfin, le *statu quo* sera toujours de mise dans le Haut-Karabakh tant que le groupe de Minsk ne parviendra pas à imposer le principe du compromis et la règle « terre contre statut ». L'Azerbaïdjan se sentira le droit d'employer tous les moyens pour régler la crise et l'Arménie continuera à dénoncer la fermeté de Bakou comme principale menace pour la paix régionale. Le risque d'une reprise de la guerre du Haut-Karabakh

⁴⁰ 168Jam, quotidien arménien, Erevan, 6 mars 2007.

⁴¹ Le budget défense de l'Azerbaïdjan s'élève à 1,1 milliard de dollars en 2007, celui de l'Arménie représente 280 millions de dollars. Bakou a voté un budget défense de 1,3 milliard de dollars pour 2008. R. Khachatryan, « Armenia Threatens to Quit Key Arms Treaty » [L'Arménie menace de se retirer d'un traité d'armements important], RFE/RL, 14 décembre 2007. J.-Ch. Peuch, « Armenia, Azerbaijan Mull CFE Treaty Withdrawal in Year of "many uncertainties" for OSCE » [L'Arménie et l'Azerbaïdjan réfléchissent à se retirer du traité CFE l'année de grandes incertitudes pour l'OSCE], <Eurasianet.org>, 7 janvier 2008.

d'ici 2012 n'est pas à écarter⁴², en raison d'un début de baisse des revenus pétroliers azéris prévue à la même période, génératrice de crise sociale pouvant être détournée et se traduire par un regain de violence nationaliste contre l'Arménie.

⁴² International Crisis Group, « Nagorno-Karabakh: Risking War » [Haut-Karabakh : risque d'une guerre], Europe Report n° 187, 14 novembre 2007.